

Correo Internacional



Publication de la LIT-QI. Nouvelle époque. Num. 148bis

Mai 2009

El Salvador

Face au futur gouvernement du FMLN



En mars dernier, il y a eu des élections présidentielles au Salvador, dans lesquelles s'est imposé Mauricio Funes, candidat du Front Farabundo Martí pour la Libération Nationale (FMLN).

Ce résultat a réveillé un grand enthousiasme dans le peuple salvadorien. D'abord, parce que la défaite électorale d'ARENA, un parti bourgeois de droite qui se maintenait au pouvoir depuis deux décennies, est sans doute un triomphe des masses salvadoriennes. Comme dit le Mouvement Socialiste de Travailleurs et Paysans (MSTC, section salvadorienne de la LIT-QI), le vote exprime le ras-le-bol « *avec l'application des politiques néo-libérales et la privatisation de secteurs clef de l'Etat* », aggravé par « *la détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière [qui] s'est encore approfondie pendant cette période* ». (*Le gouvernement du FMLN et les défis de la gauche révolutionnaire*, Lucha Socialista n° 8, avril 2009).

Ce qui a surtout provoqué l'enthousiasme, c'est le fait que le FMLN, la direction politico-militaire pendant la guerre civile qui a eu lieu dans le pays en 1980-1992, arrive au gouvernement pour la première fois, presque 30 ans après sa fondation comme front de guérilla et 16 ans après sa constitution comme parti.

C'est pourquoi, « *des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses, ainsi que d'autres secteurs du peuple, ont donné clairement leur vote au FMLN dans ces élections*

[...] *les masses travailleuses ont mis leurs espoirs dans le gouvernement élu du FMLN et ont de grandes illusions dans ce dernier* » (ibidem).

Ces illusions, trouveront-elles un écho ? La plupart de la gauche du Salvador, d'Amérique centrale et du monde, affirme que c'est le cas. Pour eux, le futur gouvernement du FMLN s'ajoute à la série de « gouvernements populaires », « anti-impérialistes », ou même « socialistes », qui s'installent en Amérique latine (Chávez au Venezuela, Evo en Bolivie, Correa en Équateur, Ortega au Nicaragua, etc.).

Pour la LIT-QI et le MSTC, au contraire, ces espoirs mèneront à la frustration, regrettablement. Pour nous, le gouvernement de Mauricio Funes et le FMLN, loin d'« avancer vers le socialisme », de faire face à l'impérialisme ou de prendre des mesures pour le peuple, auront pour but central de défendre les intérêts de la bourgeoisie, dans un cadre de crise économique internationale. Pour cela, ils appliqueront non seulement les mesures qui sont nécessaires contre les travailleurs et les paysans, mais ils chercheront à freiner toute réponse de lutte des masses salvadoriennes face à ces mesures.

Un peu d'histoire

Pour comprendre cette affirmation, il faut rappeler un peu de l'histoire récente du pays. Le triomphe de la révolution sandiniste, au Nicaragua, en 1979, a ouvert un processus révolutionnaire profond dans toute la région d'Amérique centrale. Ceci a eu une forte expression au Salvador. Face la grande montée des masses dans le pays, la bourgeoisie, la droite salvadorienne et l'impérialisme américain ont commencé, depuis le début des années 80, une guerre civile sanglante, qui a coûté la vie de 75 000 personnes (entre les morts et les disparus), dans un petit pays qui compte aujourd'hui quelques 6 millions d'habitants.

C'est dans ce cadre qu'en octobre 1980 a été fondé le FMLN, composé par les Forces Populaires de Libération (FPL), Résistance Nationale (RN), l'Armée Révolutionnaire du Peuple (ERP) et le Parti Communiste Salvadorien (PCS), et auquel s'est ajouté par la suite le Parti Révolutionnaire des Travailleurs d'Amérique centrale (PRTC). Le FMLN a été la direction politique et militaire du mouvement de masses pendant tout ce processus qui en est arrivée à encercler la capitale du pays et avait la possibilité de combattre pour le pouvoir.

La trahison du FMLN dans les « accords de paix »

Toutefois, malgré les possibilités de triomphe, cela n'a pas été sur le terrain militaire que le cours de la guerre civile s'est défini. Ce qui a décidé de l'issue, c'est le processus de négociations et des « accords de paix », promus depuis 1982 par le dénommé « Groupe de Contadora » (composé par les gouvernements du Mexique, du Venezuela, de la Colombie et du Panama), avec l'appui de l'ONU et du parti démocrate étasunien.

Dans une déclaration de l'époque, la LIT-QI a dénoncé ce processus : « Pendant quatre ans, à partir de la naissance elle-même du groupe de Contadora, [la LIT-QI] a affirmé, expliqué et dénoncé qu'il s'agissait d'une manœuvre de l'impérialisme contre la révolution en cours en Amérique Centrale... Que son objectif était le même que celui

que poursuivait Reagan : faire reculer la révolution d'Amérique centrale... » (*Correo Internacional*, mai 1986).

Comme aboutissement, le 16 janvier 1992, la direction du FMLN et le gouvernement de droite du président Alfredo Cristiani ont signé, à Chapultepec (Mexique), les « Accords de Paix », par lequel le FMLN déposait les armes. En échange, quelques réformes politiques ont été garanties mais les accords ne contenaient aucune référence à la structure économique-sociale qui avait mené à la guerre civile. En ce sens, la direction du FMLN a trahi la lutte qu'elle avait dirigée et a abandonné lors des négociations tous les changements possibles qui auraient pu être obtenus avec cette lutte.

L'« institutionnalisation » du FMLN

Après avoir déposé les armes, le FMLN s'est transformé en un parti politique, entre 1992 et 1994. Suite à cette institutionnalisation, il commence à occuper de nombreux postes d'échevin, de bourgmestre, de député. Par exemple, avant ces élections, il contrôlait déjà les conseils communaux des onze communes qui constituent le Grand Salvador, y compris la capitale, et il avait 32 députés dans l'Assemblée Législative (sur un total de 84). Tout ce « pouvoir institutionnel » représentait, à la fois, une source de revenus et des privilèges matériels.

Autrement dit, le FMLN cesse d'être une organisation de guérilla qui, même avec une idéologie d'alliance de classes avec des secteurs bourgeois, représentait une lutte et une base de masses, pour devenir un parti « normal », totalement intégré au système électoral bourgeois, et disposé à faire des concessions de plus en plus grandes et à conclure des accords avec des secteurs bourgeois pour arriver au gouvernement.

Cette caractérisation n'est pas seulement celle de la LIT-QI (qui, en dernière instance, avait déjà eu dans le passé des différences théoriques et politiques profondes et avec le FMLN) mais celle de certains anciens dirigeants importants de cette organisation : « [*Le FMLN*], un des mouvements révolutionnaires les plus importants d'Amérique latine dans les dernières décennies du siècle passé, est maintenant un parti systémique, partie intégrale de la démocratie bourgeoise qui existe dans mon pays, le Salvador » (Intervention de Fidel Neto, ancien commandant du FMLN, dans le débat *Des tranchées aux palais, les chemins de la gauche*, qui a eu lieu au Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2005 (voir *Le Marxisme vivant* n° 11, mars 2005).

Cette intégration profonde du FMLN au système électoral et à ses privilèges matériels est le premier élément central qui nous amène à affirmer la dynamique de défense des intérêts bourgeois qu'aura son futur gouvernement.

Les changements économiques dans le pays

En second lieu, il y a les grands changements dans l'économie du pays durant ces années. Il y a d'abord, la création de quinze zones de « libre échange », où ont été installées de nombreuses entreprises dites « maquiladoras »[§], spécialement dans le secteur du textile et de l'habillement, qui fabriquent des vêtements de marques pour les exporter aux Etats-Unis.

Deuxièmement, il y a les versements d'argent que plus d'un million de Salvadoriens, qui ont émigré et travaillent aux Etats-Unis, envoient à leurs familles. En 2008, ces remises ont atteint la quantité totale de 3 787 millions de dollars, ce qui a représenté environ 17% du PIB national.

Sur base de ces fonds, des banques se sont constituées avec des capitaux étasuniens associés à des bourgeois salvadoriens qui, à travers leurs investissements dans le pays, forment le noyau financier qui domine l'économie nationale et les principales entreprises (comme la compagnie d'aviation TACA). De cette façon s'est approfondi à l'extrême le processus de colonisation du pays par l'impérialisme yankee, comme en témoigne clairement le fait que, depuis 2001, le dollar est devenu tout simplement la monnaie officielle du Salvador.

Dans ce cadre, la crise économique mondiale a commencé à frapper durement le secteur exportateur des « maquilas » : la fermeture de l'entreprise INCA SA a laissé, à elle seule, 2 500 travailleurs à la rue, et dans beaucoup de d'autres, il y a des « vacances obligatoires ». En même temps, suite à la crise et aux licenciements aux Etats-Unis, les arrivées d'argent depuis l'extérieur ont commencé à diminuer. (Selon un rapport du BID, en 2009, elles diminueront de 13% dans l'ensemble de la région d'Amérique centrale, par rapport à 2008).

L'« unité » avec la bourgeoisie

Mauricio Funes est un journaliste indépendant prestigieux qui n'a jamais appartenu au FMLN et il s'est affilié uniquement pour pouvoir être candidat. Sa désignation représente déjà un « virage modéré » (c'est-à-dire, vers la droite) du FMLN pour disputer les élections avec ARENA.

Depuis le début de sa campagne électorale, Funes a anticipé son orientation pro-bourgeoise. Dans ses premières déclarations, il a affirmé : « *Dans ces 17 mois qui restent avant les élections, nous devons construire le tissu social qui est la base pour une alliance puissante : des partis politiques et surtout, des organisations sociales, syndicales et patronales doivent donner de la vie à cette alliance. Nous allons promouvoir et respecter l'investissement privé national et étranger* » (cité dans *La gauche face à un éventuel gouvernement de front populaire*, <http://www.litci.org/>, 16/3/2008).

Après son triomphe, son principal objectif a été de « tranquilliser » la bourgeoisie salvadorienne. C'est pourquoi, il a réitéré son appel à l'« unité nationale » et au dialogue avec les entreprises privées. La réponse du patronat salvadorien (ANEP - Association Nationale de l'Entreprise Privée) a été d'accepter cet appel.

L'« unité » avec l'impérialisme

De la même manière, Funes a également voulu « tranquilliser » l'impérialisme. Par exemple, au sujet de dette externe (9 422 millions de dollars, fin 2008) il avait déclaré : « *Je veux réaffirmer aux organismes multilatéraux que la dette sera payée avec les délais qui ont été négociés. Je vais honorer tous les compromis assumés par des gouvernements précédents* » (reproduit dans l'article *Le gouvernement du FMLN...*, déjà cité).

Après son triomphe électoral il a dit : « Je veux l'intégration de l'Amérique centrale et le renforcement de la relation avec les Etats-Unis ». Ce n'est pas par hasard que Robert Wood, porte-parole du Département d'Etat nord-américain, a envoyé au nom de son gouvernement « *des félicitations au peuple salvadorien* » pour les élections et leur résultat.

Deux faits sont encore plus significatifs. D'une part, déjà élu, Funes a annoncé qu'il maintiendrait la « dollarisation » de l'économie du pays, le cœur et le symbole de la colonisation yankee (<http://www.elsalvador.com/>, 8/5/2009).

D'autre part, il a tenu une aimable réunion particulière avec Barack Obama, président des Etats-Unis et donc actuel chef de l'impérialisme, pendant le récent Sommet des Amériques, de Trinidad et Tobago. Funes a raconté qu'Obama lui a indiqué « *le rôle* » que le Salvador pourrait jouer en Amérique Centrale. En clair, son gouvernement pourrait être une pièce très importante dans les plans de « stabilité impérialiste » et d'encadrement des conflits et des luttes populaires dans la région.

Autrement dit, le gouvernement de Funes abandonne, même avant sa naissance, toute prétention de lutte ou de confrontation avec l'impérialisme. De cette manière, le FMLN abandonne complètement une de ses caractéristiques les plus distinctives dans le passé (l'anti-impérialisme) pour se transformer en collaborateur de cet impérialisme qu'il combattait auparavant.

Les perspectives et la réponse des révolutionnaires

La bourgeoisie salvadorienne et l'impérialisme américain sont tranquilles : le gouvernement de Funes et du FMLN sera un gouvernement bourgeois et donc un ennemi des travailleurs et du peuple salvadoriens, et cela, bien sûr, dans un contexte de crise économique mondiale et nationale, qui lui laissera très peu de marge de manœuvre pour faire des concessions.

Ce sera un ennemi plus dangereux qu'un gouvernement bourgeois « normal » parce qu'il sera déguisé en « ami du peuple », s'appuyant sur le prestige gagné par le passé de lutte du FMLN et sur les illusions que son gouvernement réveille dans le mouvement de masses.

C'est pourquoi nous partageons pleinement ce qui est exprimé dans la déclaration du MSTC :

"Il est nécessaire que les organisations ouvrières, paysannes, estudiantines et populaires maintiennent leur indépendance totale vis-à-vis du gouvernement et continuent avec leurs luttes. Ce serait une erreur grave de donner du "temps" ou "une trêve" au nouveau gouvernement, retardant ainsi les exigences de nos droits. Le mouvement des masses au Salvador et les organisations de gauche ne doivent pas soutenir ce nouveau gouvernement, ni même lui donner un "appui critique". Nous devons construire, avec nos luttes, une opposition de classe, une opposition par la gauche. Evidemment, il ne s'agit pas de ne pas tenir compte des illusions des masses au moment de formuler les tactiques d'intervention. Mais la gauche doit, avant tout, dire la vérité aux masses ; et cette vérité est que

ce gouvernement n'est pas son gouvernement, qu'elles doivent maintenir leur indépendance et continuer avec les luttes pour leurs revendications historiques. ».

Comme disait la déclaration émise par le MSTC avant les élections :

« Il est de toute façon indispensable que, comme organisations révolutionnaires, nous fassions un appel aux masses à se mobiliser pour rejeter le programme du futur gouvernement, ainsi que pour exiger de lui de donner des garanties contre le retour en arrière concernant les privatisations et les Traités de Libre Echange ; d'assurer des politiques qui combattent les effets perniciose de la dollarisation ; de développer des politiques qui protègent les classes exploitées des effets de la crise économique mondiale ; d'abolir la honteuse loi d'amnistie [et la loi antiterroriste] ; d'assurer de manière décidée la séparation entre les Eglises et l'État, ainsi qu'une éducation totalement laïque. Il faut exiger de lui de garantir les droits des femmes, et d'arrêter les initiatives qui attentent contre les droits des homosexuels. De manière urgente, il doit promouvoir le développement des peuples indigènes et de la paysannerie, y compris le droit de disposer de terre pour la cultiver. Plus encore, il est indispensable que comme organisations révolutionnaires, nous avançons des mots d'ordre qui aillent plus loin, comme l'expropriation de la banque impérialiste et de la propriété de l'oligarchie salvadorienne ; l'expropriation sans indemnisation des entreprises impérialistes qui exploitent les ressources naturelles et les secteurs stratégiques de l'économie salvadorienne ; la rupture avec les institutions financières impérialistes (FMI, BM, BID) et le non-paiement de la dette externe. ».

C'est dans l'optique de prendre part aux luttes et de les promouvoir, pour ces revendications, que la LIT-QI et le MSTC proposent la nécessité de construire un grand parti révolutionnaire capable de disputer la direction de ces luttes. En ce sens, la déclaration du MSTC conclut :

« Nous invitons toutes les organisations révolutionnaires du pays à s'unir pour la construction de ce grand parti, et les autres organisations qui se disent révolutionnaires et qui se maintiennent encore dans le FMLN, à rompre avec leur direction et, arborant le principe de l'indépendance de classe et avec les outils que nous fournit le marxisme révolutionnaire, à travailler avec les classes exploitées pour leur véritable libération, laquelle elles trouveront seulement si nous avançons vers le socialisme au niveau mondial. »

[§] Les « maquiladoras » sont apparues en 1965 au Mexique, à la frontière des Etats-Unis. Ces usines sans droits de douane, sont le plus souvent des sous-traitantes de multinationales qui disposent ainsi d'une masse de main d'œuvre sous payée. NdT